COMMUNIQUE DE PRESSE

En moins de 24 heures, **plus de 2000 personnels de l'Institut National de la Recherche Agronomique** (INRA) de toutes catégories, appartenant à tous les Centres de Recherche de France Métropolitaine et des Antilles, ont contresigné une pétition lancée par les syndicats nationaux CGT, CFDT et CFTC pour dire **NON au budget 2004 de régression** que le gouvernement veut imposer à l'Institut. Ce budget qui constitue, comme au CNRS, à l'INSERM et dans les autres EPST, une véritable agression envers la recherche publique prévoit entre autres :

- La suppression de 25 emplois titulaires de CR1, de 31 IR2, 19 TR, 14 AJT et 13 AGT libérés par départs en retraite ou autres, soit 101 suppressions au total
- La suppression complémentaire de 10 emplois (1 SAR, 4AJA et 5 AGT) sur les emplois financés par le Ministère de l'Agriculture
- La diminution de 10% du soutien de base des unités par rapport aux dotations initiales 2003, cette diminution allant à 13% pour les SDAR
- La diminution de 13% des crédits pour l'accueil de boursiers et chercheurs étrangers

Tout ceci camouflé sous un artifice budgétaire qui consiste à verser en 2004 la partie non versée de la subvention ….2002 !

C'est inacceptable ! C'est l'avenir même de la recherche publique agronomique, sa capacité à développer, de manière indépendante, des recherches sur le long terme au service de la population qui est en jeu.

Les personnels signataires exigent donc l'annulation des 111 suppressions de titulaires annoncées et le rétablissement, a minima, du soutien de base des unités INRA aux mêmes valeurs qu'en 2003.

Une délégation des 3 syndicats est venue apporter les premières pétitions contresignées à l'entrée du Conseil d'Administration de l'INRA convoqué le 17 Décembre pour statuer sur le budget 2004. Le Conseil d'Administration a néanmoins adopté, sauf 6 voix syndicales contre, ce budget de régression.

Les syndicats CGT, CFDT et CFTC de l'INRA appellent donc les personnels à renforcer la signature de la pétition, à faire prendre position à toutes les instances de l'INRA et se prononcent pour une action d'ensemble des personnels de la Recherche Publique en direction du Ministère courant Janvier 2004.

St Cyr l'Ecole, le 17 Décembre 2003